



Interrogé sur la conférence anglophone convoquée par certains religieux, Banda Kani s'en est ouvertement pris au Cardinal Christian Tumi, l'archevêque de Douala aujourd'hui à la retraite

« Ma première sortie contre lui (Cardinal Tumi Ndlr) date de 1996. J'ai écrit un article contre lui dont le titre était « le Masque de Satan ». Nous avons à faire à un homme politique, il faut le traiter comme un homme politique...Sa sortie me reconforte dans ce que j'ai dit depuis longtemps, il est le chef moral de l'Ambazonie...Le Cardinal est un ministre du Vatican, de quoi se mêle t-il de nos affaires ? », S'interroge l'homme politique sur le plateau de Club d'Elite de Vision 4

Et de poursuivre « Il y a des choses inacceptables venant de quelqu'un qui se réclame autorité morale...Ceux qui doutaient encore et faisant semblant de voir, voir très bien qui est ce monsieur »,

Les leaders religieux conduits par le Cardinal Christian Tumi ont décidé de mener une médiation baptisée « Anglophone General Conference » qui, se tiendra du mercredi 29 au jeudi 30 août 2018 à Buea, ceci en vue de trouver les solutions face à la crise qui sévit dans les deux régions anglophones du Cameroun

Ces hommes de Dieu dans une déclaration commune ont invité le gouvernement et les «indépendantistes » à ouvrir un « dialogue franc, inclusif et complet » pour mettre fin à la crise, en se disant « prêts à servir de facilitateurs entre le gouvernement camerounais et les sécessionnistes ». Une initiative qui, malheureusement n'a pas fait l'unanimité au sein de l'opinion

Le gouvernement a pour sa part indiqué par la voix de son porte parole, être prêt à accepter toute « propositions d'où qu'elle vienne pourvu qu'elle contribue à consolider la paix sur l'ensemble du territoire»

Mais en se montrant surtout très opposé aux préalables posés par les religieux. « on ne peut pas également non plus demander à un Etat de droit, comme le nôtre de libérer ceux qui ont tué, massacré et qui se trouvent aujourd'hui arrêtés .Quoi qu'il arrive, parce que nous sommes dans un Etat de droit, ils seront traduits devant les tribunaux pour répondre de leurs forfaits », a déclaré à la télévision national le ministre Issa Tchiroma Bakary